

## Un enseignement démocratique ?

Dans la motion adoptée par l'AG du GRIP du 4 Octobre 2008, on peut lire :

Le GRIP défend les principes de l'*Instruction publique*, « instruction obligatoire, gratuite et laïque », mise en place pratiquement à partir de 1879, qui est ainsi présentée dans l'article du même nom de la première édition du Dictionnaire pédagogique de Ferdinand Buisson [ <http://michel.delord.free.fr/fb-instrpub.pdf> ]

*Il était réservé à la France, redevenue république pour la troisième fois, de reprendre l'œuvre de la Révolution au point où celle-ci l'avait laissée, et d'en poursuivre la réalisation avec cette rectitude logique qui est un trait caractéristique de l'esprit français. A partir de 1879, une série de lois, dont les plus importantes sont celles du 9 août 1879, du 16 juin 1881, du 28 mars 1872 et du 30 octobre 1886, ont jeté les fondements d'un système national d'instruction publique. L'instruction primaire, telle que la définit la loi du 28 mars 1882, n'est plus cet enseignement rudimentaire de la lecture, de l'écriture et du calcul que la charité des classes privilégiées offrait aux classes déshéritées : c'est une instruction nationale embrassant l'ensemble des connaissances humaines, l'éducation tout entière, physique, morale et intellectuelle ; c'est la large base sur laquelle reposera désormais l'édifice tout entier de la culture humaine. Cette instruction nationale est obligatoire pour tous ; elle est donnée à tous aux frais de l'État, qui l'a érigée en service public et gratuit ; elle est laïque, c'est-à-dire qu'elle est soustraite à toute ingérence de l'Église et qu'elle ne porte plus le cachet de confessionnalité qu'avait voulu lui imprimer la loi de 1850. Un système de bourses nationales, qui se développera de plus en plus à mesure que les ressources budgétaires permettront de l'étendre, ouvre aux plus capables l'accès gratuit de l'enseignement primaire supérieur, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur, et tend à faire une réalité de ce principe républicain de l'égalité du point de départ et de l'accessibilité de tous à toutes les fonctions sociales.*

LE GRIP en retient notamment pour le primaire, par rapport aux enjeux du dernier demi-siècle,

1) la laïcité, c'est-à-dire le fait que l'on n'enseigne en classe que les matières dont le contenu ne dépend pas d'une prise de position de parti, que ce soit un parti politique ou religieux<sup>1</sup> ; dans le contexte actuel, c'est-à-dire les trente dernières années, la déconfessionnalisation de l'école devrait plutôt viser à la libérer

- a) de la religion de Mammon, c'est-à-dire du marché et des conceptions managériales et gestionnaires de l'enseignement .
- b) de l'influence du pouvoir politique au sens où l'entendaient les premiers instituteurs syndicalistes :

*Notre enseignement n'est pas un enseignement d'autorité. Ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni même au nom du Peuple français que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité. Les rapports mathématiques, les règles de grammaire, non plus que les faits d'ordre scientifique, historique<sup>2</sup>, moral, qui le constituent, ne sauraient dès lors être soumis aux fluctuations d'une majorité.*

*Manifeste des instituteurs syndicalistes (1905) [ <http://michel.delord.free.fr/mis1905.pdf> ]*

2) le caractère démocratique de cet enseignement lié à l'obligation scolaire, au caractère national des programmes et à la gratuité de l'enseignement : un enseignement de haut niveau pour tous.

\*  
\* \*

---

<sup>1</sup> Il est à remarquer que la III<sup>ème</sup> République [c'est le moins que l'on puisse en dire, MD, 12/10/2008] n'a pas fait observer une stricte laïcité/neutralité des contenus d'enseignement puisqu'elle a non seulement toléré mais encouragé et même imposé l'enseignement d'un double nationalisme soit continental 'anti-boche' soit colonial (*Ferry-Tonkin*), avec, dans les deux cas, le soutien massif de l'Église catholique et du mouvement laïque.

<sup>2</sup> cf. *supra* sur les limites de la laïcité de l'enseignement de la III<sup>ème</sup> République

Que voulais-je signifier lorsque j'ai écrit « *le GRIP retient des principes de l'Instruction publique le caractère démocratique de cet enseignement lié à l'obligation scolaire, au caractère national des programmes et à la gratuité de l'enseignement : un enseignement de haut niveau pour tous* ». ?

Il n'est pas inutile de préciser ce que signifie « un enseignement démocratique » et de défendre son sens fort et *démocratique* au moment où, au prétexte que l'on a présenté pendant trente ans sous son nom une politique élitiste dans les faits, on met en avant non une démocratisation véritable mais ...l'élitisme.

A ce stade il n'est pas inutile de rappeler deux choses :

a) Si les mots ont un sens .... que l'on peut trouver dans les dictionnaires jusqu'à plus ample information, se réclamer de l'élitisme, mot qui apparaît seulement vers la fin des années 60 (Voir le *Robert historique*) signifie non pas se réclamer de la défense de l'élite de manière neutre mais explicitement au détriment de la masse . Par exemple :

Trésor de la Langue Française : **Élitisme**, subst. masc., **péj.** Politique qui vise **avant tout** à former et à sélectionner une élite intellectuelle

Robert Méthodique : **Élitiste** adj, Qui tend à favoriser les élites au détriment des autres personnes.

Ceci pose donc une question : les anti-pédagogistes qui se réclament à 99% de l'élitisme (y compris en ajoutant *républicain*<sup>3</sup>) ignorent-ils le français ou veulent-ils « *favoriser les élites au détriment des autres personnes* » ?

b) On peut effectivement parler de politique élitiste pour décrire la période de la massification qui va jusqu'au milieu des années 1980. Antoine Prost qui participe à partir des années 60 à la mise en place des politiques inégalitaires présentées comme démocratiques est bien obligé de reconnaître dans les années 80 que ces politiques sont le contraire de ce qu'elles prétendaient être puisqu'elles ont consisté à « *organiser le recrutement de l'élite scolaire au sein de l'élite sociale* »<sup>4</sup>.

Enseignement démocratique signifie a) qu'il s'adresse à tous sans exclure a priori aucune catégorie sociale b) qu'il est un processus de démocratisation c'est-à-dire qu'il vise en permanence à atteindre le plus grand nombre d'élèves et à élever leur niveau scolaire.

On peut montrer pour la France que ce processus de démocratisation - amener à un niveau plus haut une plus grande partie de population scolaire - s'est poursuivi *en gros* jusqu'aux années 60 et a été arrêté par la combinaison des réformes de structure ( réforme Fouchet) et des réformes pédagogiques qui, abandonnant la méthode intuitive, ont inversé l'ordre d'apprentissage en plaçant au début de l'enseignement les structures les plus abstraites qui ne sont compréhensibles et indispensables qu'à un niveau bien supérieur : axiomatique ensembliste et structures algébriques pour l'enseignement des mathématiques, linguistique pour l'enseignement de la langue et de la grammaire.

## Lignes de partage

Ceci dit, il est tout à fait faux de croire que la ligne de partage entre partisans de la démocratisation de l'enseignement et ses adversaires – qui sont obscurantistes pour une partie de l'humanité même s'ils défendent le savoir pour une élite – s'est toujours tracée suivant un partage *religion / Lumières*<sup>5</sup>. Voici

---

<sup>3</sup> a) L'*ascenseur social* n'est pas une caractéristique de l'école de Jules Ferry puisque l'Église le réalisait particulièrement bien au moyen-âge.  
b) Qu'est- ce que l'élitisme républicain ? *La politique qui tend à favoriser, de manière républicaine, les élites au détriment des autres personnes ?*

<sup>4</sup> Antoine Prost, *L'enseignement s'est-il démocratisé ?* PUF, 1986, page 202.

<sup>5</sup> En ce sens aussi mettre à la première place de la question scolaire comme question politique et sociale le clivage *École publique-laïque / École privée-religieuse* comme clivage fondamental de la société est faux  
- **comme facteur objectif pour les 50 dernières années car les courants publiques-laïques ET Privés-Religieux ont depuis les années 50 convergé dans la destructions de l'école** : il s'agit d'une période suffisamment longue pour que l'on puisse dire qu'il s'agit d'une véritable tendance historique et, en ce cas, on ne peut s'appuyer, comme force, sur un des cotés de l'opposition École publique-laïque / École privée-religieuse pour défendre et/ou écrire de programmes permettant une renaissance de l'école. Ceci vient d'être prouvé pratiquement.  
- **comme facteur historique réel - c'est-à-dire non idéal - y compris sur la « période de Jules Ferry »**

quelques exemples d'obscurantistes au sens où, étant eux-mêmes très cultivés, il s'opposent la démocratisation du savoir :

a) Le cardinal de Richelieu déclarait dans son *Testament politique* ( 1640) :

« Ainsi qu'un corps , qui aurait des yeux en toutes ses parties, serait monstrueux, de même un État le serait-il si tous ses sujets étaient savants. On y verrait aussi peu d'obéissance que l'orgueil et la présomption y seraient ordinaires ; le commerce des lettres bannirait absolument celui de la marchandise<sup>6</sup>, qui comble les États de richesses ; il ruinerait l'agriculture, vraie mère nourrice des peuples, et il déserterait en peu de temps la pépinière des soldats, qui s'élèvent plutôt dans la rudesse de l'ignorance que dans la politesse des sciences ; il remplirait enfin la France de chicaneurs plus propres à ruiner les familles et troubler le repos public qu'à procurer aucun bien aux États.... Si les lettres étaient profanées à toutes sortes d'esprits, on verrait plus de gens capables de former des doutes que de les résoudre, et beaucoup seraient plus propres à s'opposer aux vérités qu'à les défendre. »

b) La Chalotais<sup>7</sup>, Voltaire, Rousseau

Un siècle plus tard, un des précurseurs de l'École Moderne et de Condorcet, René La Chalotais écrit dans son *Essai d'éducation nationale* (1763) :

« *Le bien de la société demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations* »,

ce à quoi Voltaire répond :

« *Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs.* »

Trois ans plus tard, Voltaire confirme cette hostilité à l'instruction des enfants du peuple :

« *Il me paraît essentiel, écrit-il, qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez comme moi une terre et si vous aviez des charrues , vous seriez de mon avis : ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois.* »<sup>8</sup>.

Rousseau n'est pas en reste dans la *Nouvelle Héloïse* (1761) :

« *N'instruisez pas l'enfant du villageois car il ne lui convient pas d'être instruit. N'instruisez pas l'enfant du citadin , car vous ne savez pas encore quelle instruction lui convient* »<sup>9</sup>

*Se réclamer des Lumières, de l'instruction ou du savoir* (et il n'est pas niable que Richelieu, Voltaire, Rousseau étaient de grands intellectuels qui donnaient toute leur valeur à la connaissance et à l'instruction) en refusant explicitement de se réclamer de l'instruction publique et de la démocratisation de l'enseignement [au sens défini *supra*] revient à se placer dans la tradition de l'élitisme obscurantiste qui réserve pour des raisons variées le savoir à des secteurs particuliers de la société. Socialement d'une part la défense de l'instruction publique et de la démocratisation de l'enseignement, d'autre part la simple défense de l'instruction sont des positions antagoniques et, au prétexte que le contenu enseigné *pourrait* en être le

---

- car sur les trois aspects de l'Instruction publique ( gratuite, obligatoire, laïque), une véritable laïcité , c'est-à-dire avec un contenu de l'enseignement indépendant de toute prise de parti ( ou parti pris ) n'a jamais existé ( Voir le problème de l'enseignement de l'histoire) . l'argument formalisé ainsi est minimal.

- car la mise en avant de l'opposition École publique-laïque / École privée-religieuse a servi , dès les années 1880 mais encore plus à partir des années 1920 et 1950/60 à masquer les vrais problèmes en provoquant un véritable réflexe pavlovien. Et ce réflexe pavlovien joue toujours.

<sup>6</sup> Ce passage « *le commerce des lettres bannirait absolument celui de la marchandise, qui comble les États de richesses* » montre de plus que, dans le texte pour l'AG, la position contre le culte de Mamon et de la marchandise n'est pas lié à la « mondialisation » comme phénomène immédiat.

<sup>7</sup> Sur La Chalotais , lire G. Compayré, *Histoire de la pédagogie*, Paul Mellotée Editeur, Paris, 1904, pages 287-297.

<sup>8</sup> Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France, Tome 2, Nouvelle Librairie de France, 1981, page 393.

<sup>9</sup> J.-J. Rousseau , Œuvres complètes , Hachette , 1863, partie V, lettre III, page 513.

même, on ne peut présenter non plus la *défense de l'instruction publique* comme un simple supplément à la *défense de l'instruction*.

Ceci dit, avant la révolution un certain nombre de courants de pensée catholiques<sup>10</sup> sont donc favorables à un enseignement que l'on peut qualifier de démocratique, au sens où il s'adresse à l'ensemble des classes sociales sans privilégier une élite. C'est le cas par exemple des *Frères des écoles chrétiennes*, c'est-à-dire des disciples de Jean-Baptiste de la Salle, qui tout en visant non pas l'élite sociale mais tout au contraire les plus pauvres, proposent une *éducation* chrétienne. Ces courants visant une éducation religieuse ne peuvent donc plus, par principe, à partir du moment où une partie de la population est non religieuse ou d'une différente de la leur, prétendre à une conception démocratique d'un enseignement s'adressant à tous. Un enseignement démocratique dans la société moderne est donc un enseignement déconfessionnalisé au sens large c'est-à-dire dans lequel est enseigné un contenu indépendant de toutes religions et de tout parti pris qu'il soit religieux ou politique<sup>11</sup>. Un enseignement démocratique ne peut donc être en ce qu'un enseignement laïque au sens défini *supra*.

Mais un enseignement démocratique suppose aussi bien sûr la gratuité et des programmes nationaux puisque les populations les plus larges doivent pouvoir suivre sans frais supplémentaires les cours notamment lorsqu'ils changent de domicile ( cf., dans le texte SLECC de 2004, la défense de programmes ayant la maximum d'extension géographique et dépassant le cadre national lorsque c'est possible comme en mathématiques par exemple)

En ce sens, les thèses des *créateurs d'école*, que l'on trouve développées par exemple tout d'abord dans les textes de Philippe Nemo<sup>12</sup> mais aussi ceux de Vincent Laarman<sup>13</sup>, ou Anne Coffinier<sup>14</sup> comme membres du courant libéral ne défendent pas une conception démocratique de l'enseignement

- puisque, *par position de principe*, ils ne pratiquent pas la gratuité scolaire: comme le dit Henri Lepage<sup>15</sup> « *supprimer toute gratuité ; faire payer à l'usager le coût réel des services qu'il consomme* »<sup>16</sup>. Et le chèque-éducation, qui n'équivaut pas théoriquement à la gratuité ( cf. Annexe), n'est pour le moment qu'un vœu pieux qui laisse le coût de la scolarité aux clients des réseaux d'école libre.

- puisqu'ils ne défendent pas non plus des programmes nationaux mais des programmes à la carte et ceci par principe comme le montrent les citations suivantes tirées du texte de Philippe Nemo « Pour le pluralisme Scolaire » (*École et Liberté*, n° 1, septembre 2004), texte présenté par Wikiliberal sur sa page Éducation<sup>17</sup> comme texte de référence du courant libéral sur l'école.

Pour résoudre les difficultés de notre système scolaire, il faut accepter de modifier l'organisation de l'Éducation nationale. Le système de l'administration géante qui impose le même fonctionnement, les mêmes

---

<sup>10</sup> Et laïques aussi, bien sûr, comme Diderot, d'Holbach...

<sup>11</sup> Dans les conditions actuelles, c'est-à-dire au moment où

- ce sont les contenus de base - lire, écrire, compter, calculer - qui ne sont plus maîtrisés et dont il faut prioritairement restaurer l'enseignement, c'est-à-dire des contenus qui sont véritablement indépendants de tout parti pris politique ou religieux,
- tous les partis et courants politiques et religieux ont été des acteurs de la destruction de l'école,

toute attitude qui se focalise sur une fausse opposition immédiate ( droite / gauche, opposition religieuse / laïque ... ) pour imposer ses positions comme base de réflexion sur l'école (et en particulier au GRIP) ne peut être, au mieux, qu'un obstacle à une réflexion sérieuse.

<sup>12</sup> C'est lui qui en est le premier 'concepteur' en France, notamment dans *L'ère des créateurs d'écoles*, chapitre conclusif de son livre de 1991 « *Ils ont tué Jules Ferry* ».

<sup>13</sup> Responsable de SOS-Éducation, <http://www.soseducation.com/>

<sup>14</sup> Responsable du réseau d'écoles *Créer son école* <http://www.creer-son-ecole.com/> et de l'ILFM *Institut Libre de Formations des Maîtres*.

<sup>15</sup> Selon les néo-libéraux eux-mêmes\*, *Henri Lepage* est, avec *Philippe Nemo*, un des grands théoriciens du libéralisme puisqu'ils sont « *les auteurs français qui a réussi à initier le monde francophone à la philosophie de Friedrich Hayek.* »

\*Cf. Wikilibéral [http://www.wikiberal.org/wiki/index.php?title=Philippe\\_Nemo](http://www.wikiberal.org/wiki/index.php?title=Philippe_Nemo)

<sup>16</sup> Henri Lepage, *Demain le Capitalisme*, Livre de Poche -Pluriel, 1<sup>er</sup> trimestre 1978, page 287. <http://michel.delord.free.fr/Lepage-DemainLeCapitalisme.pdf>

<sup>17</sup> <http://www.wikiberal.org/wiki/Education>

programmes et les mêmes méthodes à toutes les écoles, sans qu'elles puissent s'adapter aux besoins et aux aptitudes de élèves, n'est plus adapté à notre temps (Page 1)

Les familles qui ont des savoirs différents, des échelles de valeurs différentes, des choix politiques différents, des genres et des styles de vie différents, des projets professionnels différents, ne peuvent admettre pour leurs enfants une école enseignant à tous les mêmes programmes. .... Pour assurer la cohésion de la nation, toutes les écoles doivent enseigner les règles de la vie commune de la société démocratique. Mais cela n'implique pas qu'elles soient obligées de suivre les mêmes programmes et les mêmes méthodes.(Page 5)

Juste une remarque : le GRIP en tant que GRIP n'a pas à avoir d'avis général sur les avantages ou les inconvénients des nationalisations, de la déréglementation économique recommandés par les libéraux et néo-libéraux depuis plusieurs années dans le monde. Mais il se doit d'avoir une analyse des thèses néo-libérales appliquées à l'école<sup>18</sup>. Parmi celles-ci il se trouve que le néolibéralisme prétend que la centralisation est la cause centrale de la dégradation de l'école. Cette thèse centrale des libertariens est doublement fautive

- la France a eu un des systèmes le plus centralisé qui soit et a cependant eu une des meilleures écoles du monde en gros des années 1880 à 1940 au moins
- les USA, un des systèmes les plus décentralisés qui soit, n'a non seulement pas pu éviter la dégénérescence mais en a été un des premiers modèles (et acteur mondial du fait de la puissance de l'Amérique comme modèle) dès les années 20 avec W.H. Kilpatrick.

D'ailleurs E.D. Hirsch Jr, un des plus fameux défenseurs de l'instruction aux USA, place parmi les sept principes négatifs fondamentaux des théories scolaires aux USA *l'American exceptionalism and Localism*.

Il en donne un exemple assez intéressant qui est la réaction des autorités japonaises lorsque les USA essayèrent de leur imposer leurs vues :

When the American occupation of Japan was coming to an end after World War II, and Japan was taking control of its own affairs, American authorities recommended that the Japanese school system be placed under American-style local governance. Americans argued that it would be a means of ensuring democracy and resistance to centralized thought-control. The Japanese replied in effect, *'We intend to follow your principles of government, but localism in education is not a protection against anything. It mainly leads to unfairness to students, because it does not provide any means for insuring that all children receive a quality education.'*<sup>19</sup>

5 octobre 2008  
Michel Delord  
Ce texte n'engage pas le GRIP

---

<sup>18</sup> Critique qui, si elle veut faire comprendre l'ampleur sociale de la crise de l'école, doit se démarquer de la thèse - qui fait certes frissonner les foules - du complot qu'il soit *ultralibéral et de l'Opus Dei* pour certains ou *communiste* pour les autres . Pour une bonne raison : la solution à la crise de l'école serait facilitée si la cause en était un complot qui, par définition ne comporte que peu d'acteurs : il suffirait alors, comme dans un show médiatique bien monté, *d'arrêter les membres de la bande*.

<sup>19</sup> E. D. Hirsch, *The schools we need and why we don't have them*, Chapitre *Critique of a Thoughtworld*, page 97.

## Annexe : *Remarques à propos des cheques éducation et du courant néo-libéral* [Texte à compléter]

Les propositions par le courant néo-libéral de mise en place de réseau d'écoles libres hors école publique et de chèques-éducation sont, pour ce courant, une question de principe. Elles ne se justifient pas, comme elles prétendent le faire, par le constat actuel « la réforme de l'enseignement public est improbable » pour deux raisons. D'une part elles ont été avancées à une époque – les années 70 – où l'état de l'enseignement permettait une réforme. D'autre part, le courant libéral et néo-libéral a été un des acteurs de la dégénérescence de l'école puisque c'est lui qui, au nom de la critique de l'état centralisateur, jacobin a inspiré les politiques décentralisatrices de projet d'école et de projet d'établissement qui sont à la base non seulement de la destruction des programmes nationaux mais aussi de la notion même de programme et de progression.

Revenons-en au cheque-éducation : la première expression large de cette notion date des années 1970. Son principal inventeur-défenseur est David Friedman qui écrit ainsi en 1971 :

*Le système scolaire ressemblerait ainsi [ S'il était soumis au système du cheque éducation. NDLR ] à un marché concurrentiel où des « entrepreneurs » individuels s'affronteraient pour offrir le meilleur service possible au meilleur coût. Ces entrepreneurs seraient motivés pour embaucher les meilleurs professeurs, mettre à leur menu les enseignements particuliers que leur clientèle réclamerait (et, pour lesquels elle serait prête à assurer volontairement une rallonge financière), accélérer la mise en place d'innovations pédagogiques plus efficaces. Et chaque famille garderait le choix d'envoyer ses enfants dans les établissements qui lui conviendraient le mieux, en fonction de ses préférences particulières en matière d'arbitrage dans l'affectation de ses ressources. Celle qui préférerait se contenter du minimum standard d'éducation imposé par les pouvoirs publics, serait libre de le faire ; de même que celle qui préférerait se serrer davantage la ceinture pour donner un enseignement de meilleure qualité à ses enfants serait également libre d'acheter ce « plus » sur le marché.*

*David Friedman, The Machinery of Freedom, Harper and Row, 1971.<sup>20</sup>*

Quelques simples remarques :

a) On peut comparer le fond *mercantile* de cette déclaration avec celle de celui qui fut l'un des seuls, dans les années 70 à s'opposer aux réformes négatives de l'enseignement et en particulier des maths modernes, le mathématicien académicien Jean Leray :

« Il est dangereux d'appliquer à la vie intellectuelle les critères valables dans la vie économique »

Jean Leray, *Rapport sur la Sauvegarde des connaissances scientifiques*, C. R. Acad. Se. Paris 18 mars 1974<sup>21</sup>

b) « [La famille] qui préférerait se contenter du minimum standard d'éducation imposé par les pouvoirs publics, serait libre de le faire ». Les familles les plus pauvres seront d'autant plus libres qu'elles sont pauvres de ne donner à leurs enfants que le *socle commun* ?

c) Qu'est-ce qui prouve mieux que ce texte la nécessité de l'obligation scolaire basée sur des programmes de haut niveau ?

---

<sup>20</sup> <http://michel.delord.free.fr/Lepage-DemainLeCapitalisme.pdf>

<sup>21</sup> <http://michel.delord.free.fr/leray74.pdf>